

## LE PLUS GRAVE SCANDALE FINANCIER DES TEMPS MODERNES

### 2. RÉSUMÉ DES FRAUDES LIÉES AU VOL D'AVOIRS CHEZ LLOYDS

- À la suite de la crise bancaire de 2008, le groupe bancaire Lloyds a pris des mesures délibérées à l'encontre de certains clients commerciaux afin de favoriser la situation des fonds propres de la banque.
- Le comportement du personnel et des agents professionnels de la banque était souvent de nature délictueuse, mais ceux-ci ont pu agir de la sorte car ils savaient qu'ils seraient complètement protégés de toute enquête du gouvernement, des régulateurs et des autorités de poursuite.
- Le ciblage d'entreprises riches en actifs représente un scandale bien plus grave que l'assurance mensualités (PPI) en raison de l'intention délibérée de la banque de réaliser des profits aux dépens des clients.

#### **1. Les accusations portées contre le groupe bancaire Lloyds et ses agents professionnels peuvent être pleinement prouvées par les dossiers des victimes et les preuves documentaires qu'elles détiennent. Celles-ci comprennent :**

- L'orchestration de dysfonctionnements ; l'utilisation abusive de représentants de grands cabinets comptables pour prendre le contrôle d'entreprises ciblées ; la manipulation de l'évaluation des biens pour parvenir à des violations de conventions de prêt à la valeur ; l'utilisation par les avocats du comité de Lloyds de fausses faillites comme principal moyen d'affaiblir les clients ciblés ; la conspiration en vue de frauder par de fausses déclarations, la non-divulcation d'informations, l'abus de position et l'action conjointe avec des professionnels du redressement.
- Parmi les actes répréhensibles et les délits les plus courants impliquant les agents de Lloyds BSU et les agents du comité, on peut citer les avocats, les praticiens de l'insolvabilité et les administrateurs judiciaires qui s'entendent pour escroquer les clients ; les administrateurs judiciaires qui agissent de manière frauduleuse pour la banque, qui représentent les clients et se conduisent comme des dirigeants de Lloyds ; le fait de forcer les clients à accepter et à payer des examens d'affaires prétendument indépendants (Independent Business Review - IBR) par des cabinets comptables pour obtenir le résultat souhaité pour la banque ; le recours à des administrateurs judiciaires non réglementés et leur nomination délibérément non valable pour éloigner la banque de leur comportement criminel connu et de longue date

- De nombreux actes juridiques répréhensibles ont été commis, notamment la rédaction, la rétention, la falsification et la destruction de preuves, les déclarations frauduleuses, la falsification systématique de signatures, le parjure et d'autres infractions graves relatives à la perversion du cours de la justice.
- L'utilisation de lignes de crédit cachées et de comptes d'obligation de gestion interne, dissimulés aux clients ; la manipulation de facilités de découvert et la perception de frais bancaires et d'intérêts injustes et excessifs.
- Des infractions pénales systémiques en ce qui concerne le registre foncier, notamment l'absence de mise à jour des registres comme l'exige la loi ; de fausses déclarations aux Normes commerciales, à la RSPCA, au National Health Service et à d'autres organismes publics.

**2. Le mensonge, le déni et le discrédit des opposants sont depuis longtemps des pratiques courantes au sein de la banque Lloyds. Les méfaits se sont étendus de son conseil d'administration à la banque. Nos chefs d'accusation sont les suivants :**

- Le mensonge selon lequel la Lloyds Business Support Unit (BSU) est devenue un centre de profit administré de manière centralisée ; le mauvais traitement systématique et de longue date des dénonciateurs ; le recours généralisé aux accords de non-divulgence (NDA) pour empêcher les victimes des graves méfaits et de fraudes de la banque de s'exprimer ; la dissimulation par la direction générale de Lloyds du rapport Turnbull du président de la banque pendant trois ans ; la dissimulation ultérieure par le président du même rapport par son conseil d'administration non exécutif pendant une année supplémentaire ; la rédaction et la déformation du rapport Turnbull par les avocats de Lloyds auprès des autorités de réglementation financière.
- Le fait de mentir à la police de Thames Valley concernant certains aspects des fraudes commises par Halifax Bank of Scotland (HBoS) de Reading, et particulier lorsque la banque a eu connaissance de ces événements pour la première fois ; la collusion systématique avec la FCA et le gouvernement au sujet des examens Griggs et Cranston pour refuser encore aux victimes de la fraude de HBoS de Reading une réparation équitable et appropriée treize ans après que les fraudeurs directement responsables aient été emprisonnés ; le fait de bénéficier de la dissimulation d'actes délictueux graves par une autorité de police régionale et la SRA ; une association étroite, notamment le partage d'agents professionnels, avec un prêteur secondaire, dont les activités ont été décrites comme « un cas prima facie de fraude criminelle ».